



mercredi 11 janvier 2017

Les grands titres:

- RDC : l'ONU réclame la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre
- Europe et Méditerranée orientale : l'OIM s'inquiète pour les migrants qui endurent des températures glaciales
- Colombie : le soutien de la communauté internationale reste crucial pour la réussite du processus de paix, selon l'ONU
- Chypre : les pourparlers sont sur la bonne voie, selon l'envoyé de l'ONU
- Afghanistan : l'ONU condamne des attaques terroristes meurtrières
- Yémen : les écoles devraient être des zones de paix en tout temps, rappelle l'UNICEF
- La croissance économique mondiale devrait croître de 2,7% cette année, selon la Banque mondiale

RDC : l'ONU réclame la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre



Ladsous, le Secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de la paix. Photo: ONU/Loey Felipe (ARCHIVE)

11 janvier - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a noté mercredi devant le Conseil de sécurité une décrispation de la crise politique en République démocratique du Congo (RDC) après la signature d'un accord entre acteurs politiques le 31 décembre 2016.

« La signature de l'accord du 31 décembre ouvre des perspectives nouvelles pour une résolution pacifique de l'impasse politique. Cependant, des efforts majeurs seraient nécessaires afin d'avoir l'adhésion de tous les acteurs et une mise en œuvre de bonne foi », a souligné M. Ladsous devant les membres du Conseil.

« En l'absence d'une pareille adhésion, la mise en œuvre dudit accord serait difficile et aurait des conséquences néfastes au plan politique et sécuritaire », a-t-il ajouté.

Selon M. Ladsous, la signature, sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), de cet accord entre les signataires et les non-signataires de l'accord politique du 18 octobre est intervenue à moment critique de la vie politique



de la RDC où les tensions politiques montaient et des incidents violents avaient éclatés dans un certain nombre de villes dans le pays à la suite de l'expiration du second et dernier mandat du Président Joseph Kabila le 19 décembre.

« La conclusion de cet accord a contribué à décrier la situation qui aurait pu exploser car les acteurs politiques qui avaient rejeté l'accord politique du 18 octobre maintenaient leur position selon laquelle les institutions nationales et provinciales deviendraient illégitimes après le 19 décembre », a-t-il souligné.

Le Secrétaire général adjoint a toutefois rappelé que certains acteurs politiques à l'instar du Mouvement de libération du Congo (MLC) n'ont pas encore adhéré à l'accord même si ce dernier a récemment indiqué qu'il devrait le faire incessamment. Les membres de l'opposition menés par le Premier Ministre actuel Samy Badibanga sont eux aussi réticents à signer l'accord. Ils maintiennent que certains arrangements de l'accord du 31 décembre, notamment ceux relatifs au processus électoral ne seraient pas réalistes.

« La Majorité présidentielle a pour sa part envoyé des signaux inquiétants concernant son soutien à l'accord, y compris en signant ce dernier avec des réserves qui ne sont pas tout à fait claires pour le moment », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général adjoint a estimé qu'il faudrait un appui politique, financier, technique et logistique majeur pour que les élections se tiennent en décembre 2017. « Des retards dans la mise à jour du fichier électoral, dans la mise en place du gouvernement de transition et la mise en œuvre des clauses de l'accord du 31 décembre pourraient avoir un impact négatif sur ce délai. Nous devons par conséquent faire de notre mieux pour éviter l'accumulation de retards dans le processus électoral », a-t-il dit.

Hervé Ladsous s'est dit inquiet des informations faisant état de violations des droits de l'homme et d'actes de violence à Kinshasa et dans d'autres villes à travers le pays les 19 et 20 décembre. « Nous encourageons le gouvernement de la RDC à mener une enquête approfondie sur les événements qui ont conduit à l'usage excessif de la force et à la perte de vies humaines pendant la période du 19 au 20 décembre et à faire en sorte que les responsables rendent des comptes », a-t-il dit.

S'agissant de la situation sécuritaire dans l'est de la RDC, il a noté qu'elle restait volatile. Alors que la menace posée par les Forces alliées démocratiques (ADF) et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), continue, les activités des milices ont augmenté dans de nombreuses régions du pays.

La Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO), en appui aux forces de sécurité nationales congolaises, poursuit ses efforts pour contrer les activités déstabilisatrices des ADF et des FDLR, a-t-il ajouté.

M. Ladsous a encouragé les membres du Conseil de sécurité à continuer de demander aux acteurs politiques congolais d'approuver rapidement les modalités de mise en œuvre de l'accord du 31 décembre et de mettre en place un gouvernement transitoire d'unité nationale. « Ne pas le faire risque de retarder la tenue des élections et d'accroître considérablement le risque d'une nouvelle crise politique et d'une augmentation de la violence à travers le pays », a-t-il conclu.

Europe et Méditerranée orientale : l'OIM s'inquiète pour les migrants qui endurent des températures glaciales



Des migrants et des demandeurs d'asile sur l'île grecque de Lesbos couverte par la neige, en janvier 2017. Photo OIM

11 janvier - L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a exprimé son inquiétude cette semaine concernant les milliers de migrants et de demandeurs d'asile qui endurent actuellement un hiver glacial à travers l'Europe et en Méditerranée orientale.

Cette région du monde est touchée par de fortes chutes de neige et des températures parmi les plus basses depuis des années, a précisé l'OIM dans un communiqué de presse.

« Les flux de migration en Europe se poursuivent et ceux qui sont les plus touchés par les conditions météorologiques sont les familles de migrants particulièrement vulnérables avec des enfants », a ajouté l'OIM.

Alors que les températures sont en-dessous de zéro degré Celsius, l'agence des Nations Unies pour les migrations a appris que des dizaines de personnes sont mortes en raison de leur exposition au froid, notamment des migrants récemment arrivés à Rome et d'autres en transit dans les Balkans.

L'OIM a noté la découverte des corps gelés de deux migrants irakiens dans une forêt en Bulgarie et la mort d'au moins deux autres migrants, un Somalien en Bulgarie et un Afghan en Grèce. Au Liban, deux réfugiés syriens sont morts en traversant des cols de montagne enneigés. L'OIM a également signalé une centaine d'incidents au cours desquels des tentes se sont effondrées dans des camps de fortune accueillant des réfugiés au Liban.

L'agence onusienne s'inquiète en particulier pour plus de 15.500 migrants et demandeurs d'asile hébergés dans des camps sur des îles grecques qui ont connu de fortes chutes de neige cette semaine. De plus, quelque 6.000 réfugiés syriens en Turquie ne disposent pas d'abris appropriés sur une population totale de trois millions de réfugiés. Plus de 7.500 personnes sont aussi coincées en Serbie, vivant dans des hébergements mal protégés contre les rigueurs de l'hiver.

« Après 2016, où plus de 5.000 migrants sont morts en essayant d'atteindre l'Europe, il est indispensable que le monde réagisse aux dangers que posent ces conditions météorologiques extrêmes avec de l'aide alimentaire, des abris et d'autres ressources à court et à long terme », a déclaré le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing.

Colombie : le soutien de la communauté internationale reste crucial pour la réussite du processus de paix, selon l'ONU



Le Représentant spécial pour la Colombie, Jean Arnault, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Rick Bajornas

11 janvier - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Colombie, Jean Arnault, a souligné mercredi que le soutien de la communauté internationale restait crucial pour la mise en œuvre réussie de l'accord de paix conclu il y a quelques mois entre le gouvernement colombien et les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Cet accord de paix a été ratifié début décembre par le Parlement colombien. Il s'agit d'une version modifiée de l'accord auquel étaient parvenus fin août 2016 le gouvernement et les FARC et qui avait été rejeté par les Colombiens lors d'un référendum organisé le 2 octobre 2016.

« Le processus de paix colombien a été confronté et est toujours confronté à une série de défis... Il a aussi de solides atouts », a dit M. Arnault, qui est également chef de la Mission des Nations Unies en Colombie, devant les membres du Conseil de

sécurité de l'ONU.

Il a cité notamment « la détermination du gouvernement colombien et des dirigeants des FARC à persévérer malgré les difficultés » et « la large aspiration populaire à mettre fin à l'un des conflits armés les plus vieux au monde ».

Il a noté que le Parlement colombien avait adopté le 28 décembre une loi d'amnistie, excluant les crimes graves. Elle a été ratifiée deux jours plus tard par le Président Santos.

M. Arnault a rappelé que l'adoption de cette loi était une demande importante de la guérilla. Elle ouvre la voie à la libération ou à la libération conditionnelle d'environ 4.000 prisonniers et devrait faciliter la première étape vers le dépôt des armes par les membres des FARC dans les 26 zones désignées à cet effet.

Dans ce contexte, Jean Arnault a estimé que « le soutien de la région et de la communauté internationale au sens large continuera aussi à être un facteur de succès très significatif » pour la mise en œuvre de l'accord de paix.

Il a remercié une nouvelle fois les pays qui ont fourni des observateurs à la mission onusienne et les organisations qui ont répondu à la demande d'assistance des parties pour la mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix.

Chypre : les pourparlers sont sur la bonne voie, selon l'envoyé de l'ONU



Conseiller spécial sur Chypre, Espen Barth Eide, devant la presse à Genève. Photo ONU/Violaine Martin

11 janvier - Au troisième et dernier jour du nouveau cycle de négociations sur Chypre qui se tiennent sous l'égide de l'ONU à Genève, le Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'île, Espen Barth Eide, a reconnu mercredi qu'il « reste du travail à faire », mais que les pourparlers sont « sur la bonne voie ».

Lors d'une conférence de presse organisée à la mi-journée au Palais des Nations, le Conseiller spécial a indiqué aux journalistes que la matinée de mercredi fut productive et que beaucoup de choses se sont passées ces dernières 48 heures au cours des discussions entre le dirigeant chypriote grec, Nico Anastasiades et le dirigeant chypriote turc, Mustafa Akinci.

« Nous avons traité certaines des questions les plus difficiles », a dit M. Eide, soulignant qu'il était très important que l'ensemble des négociateurs aient pu utiliser les trois jours de pourparlers de façon optimale.

Bien qu'il y ait encore du travail à faire, le diplomate norvégien s'est félicité de l'état des négociations. « Je pense que nous sommes à peu près là où nous voulions être à ce stade », a-t-il déclaré. « Si les questions que nous avons amenées avec nous à Genève avaient été faciles, nous ne serions pas ici », a-t-il dit, rappelant que certains éléments des pourparlers, qui se déroulent depuis 20 mois, ne pouvaient être traités qu'à la fin. « Et c'est ce que nous essayons de faire. Il reste du travail à faire », a-t-il souligné. « Il s'agit de la meilleure chance que nous ayons ».

M. Eide qui travaille avec les deux délégations depuis 20 mois a de nouveau salué la détermination, la volonté et le leadership de M. Anastasiades et de M. Akinci, « qui malgré les nombreux obstacles auxquels ils ont été confrontés et sont encore confrontés, sont toujours déterminés à résoudre ensemble ce problème ».

« Jamais auparavant nous n'avions eu un échange ou une présentation de cartes créées par les délégations chypriotes elles-mêmes », a dit l'envoyé de l'ONU rappelant que du temps du Plan Annan soumis par l'ancien Secrétaire général, la carte finale avait été proposée par les Nations Unies et non par les Chypriotes eux-mêmes. « Cette fois, fidèle au principe selon lequel chaque phrase et virgule est écrite par les Chypriotes, les cartes qui seront présentées par les parties aujourd'hui sont des cartes qu'ils ont développées à partir des conversations à Mont Pèlerin et après, c'est donc très important », a dit M Eide.

Le Conseiller spécial a indiqué que les négociations pourraient se poursuivre assez tard dans la soirée de mercredi, l'objectif étant que toutes les parties soient prêtes à aborder en profondeur les discussions portant sur la questions de sécurité et des garanties lorsque débutera jeudi la conférence internationale sur Chypre en présence des pouvoirs garants (Grèce, Turquie et Royaume-Uni) et de l'Union européenne (UE).

Quel qu'en soit le résultat, M. Eide a estimé que la conférence qui s'ouvre jeudi à Genève, est « historique », car ce sera la première fois dans ce processus que les pouvoirs garants rencontreront les Chypriotes pour discuter des questions difficiles de la sécurité et des garanties.

Afghanistan : l'ONU condamne des attaques terroristes meurtrières



Vue d'ensemble sur la ville de Kandahar, en Afghanistan. Photo: MANUA

11 janvier - L'ONU a condamné mardi soir des attaques terroristes commises près du parlement afghan à Kaboul et près de la résidence du gouverneur de la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan.

« Ces attaques méprisables auraient tué des dizaines de personnes. L'ambassadeur des Émirats arabes unis en Afghanistan et le gouverneur de Kandahar sont parmi les blessés », a souligné le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

L'ONU a exprimé ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

« L'ONU exprime sa solidarité avec le peuple et les gouvernements de l'Afghanistan et des Émirats arabes unis et demande que les responsables des attaques soient traduits en justice », a ajouté le porte-parole.

« Les attaques indiscriminées contre des civils, y compris des diplomates, sont des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire et ne peuvent être justifiées », a-t-il encore dit.

Selon la presse, près de 30 personnes ont été tuées et 80 autres blessées dans l'attaque près du parlement afghan à Kaboul. L'attaque à Kandahar a tué au moins 11 personnes et blessé 14 autres.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a également condamné ces attaques; ainsi qu'un attentat suicide dans la province d'Helmand qui a fait plus de 13 morts ou blessés.

Dans une déclaration à la presse publiée mercredi, les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes et au gouvernement d'Afghanistan et ont souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Yémen : les écoles devraient être des zones de paix en tout temps, rappelle l'UNICEF



femme yéménite avec son enfant. Photo
FAO/Rawan Shaif

11 janvier - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a de nouveau appelé toutes les parties au conflit au Yémen à protéger les enfants et à mettre fin aux attaques sur les écoles, conformément aux obligations découlant du droit international humanitaire.

Une jeune fille a été tuée et quatre autres personnes ont été blessées dans deux attaques mardi matin près d'une école du district de Nihm, situé en dehors de la capitale yéménite, Sanaa.

« Ce dernier exemple montre que les attaques contre des zones civiles continuent de tuer et de blesser des enfants au Yémen », a déploré mercredi la Représentante de l'UNICEF au Yémen, Meritxell Relaño, dans une déclaration à la presse. « Au lieu d'apprendre, les enfants sont témoins de la mort, de la guerre et de la destruction », a-t-elle ajouté.

Depuis l'escalade du conflit au Yémen en mars 2015, les Nations Unies ont recensé la mort de près de 1.400 enfants. Plus de 2.140 autres enfants ont été blessés.

Près de 2.000 écoles au Yémen sont actuellement hors d'usage en raison des destructions ou de dommages qu'elles ont subis, ou du fait qu'elles servent de refuge pour des familles déplacées ou qu'elles sont utilisées à des fins militaires.

« Les écoles devraient être des zones de paix en tout temps, un sanctuaire où les enfants peuvent apprendre, grandir, jouer et être en sécurité », a rappelé Mme Relaño. « Les enfants ne devraient jamais risquer leur vie pour aller à l'école ».

La croissance économique mondiale devrait croître de 2,7% cette année, selon la Banque mondiale



Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim. Photo: Banque mondiale/Oxana Michenko

11 janvier - La croissance économique mondiale devrait s'accélérer modestement pour atteindre 2,7% en 2017 après le creux de l'après-crise, l'an passé, grâce à la diminution des obstacles à l'activité dans les marchés émergents et les économies en développement qui sont des exportateurs de produits de base, et à une demande restant robuste dans les pays importateurs, selon un rapport de la Banque mondiale publié mardi.

Dans les économies avancées, la croissance des économies avancées devrait légèrement progresser pour s'établir à 1,8% en 2017, selon l'édition de janvier 2017 de Global Economic Prospects, le rapport de la Banque mondiale sur les perspectives pour l'économie mondiale. La relance budgétaire dans les grandes économies, particulièrement aux États-Unis, pourrait provoquer une accélération de la croissance intérieure et mondiale plus forte que prévu, bien que le renforcement du protectionnisme puisse avoir des effets négatifs. La croissance des marchés émergents et des économies en développement, pris dans leur ensemble, devrait passer de 3,4%, l'an passé, à 4,2% cette année, sur fond de hausse limitée des prix des produits de base.

Les perspectives sont toutefois hypothéquées par les incertitudes pesant sur l'orientation des politiques publiques dans les grandes économies. Une période d'incertitude qui s'installe pourrait prolonger l'atonie de la croissance des investissements, qui freine les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé.

« Après des années de croissance mondiale décevante, il est encourageant de voir s'ouvrir des perspectives économiques plus solides à l'horizon », déclare le Président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim. « Le moment est venu de tirer parti de cette dynamique et d'accroître les investissements dans les infrastructures et les populations. L'accélération de la croissance

durable et inclusive qui est nécessaire pour mettre fin à l'extrême pauvreté passe par là ».

Le rapport analyse le tassement récent et inquiétant des investissements dans les marchés émergents et les économies en développement, qui représentent un tiers du PIB mondial et rassemblent près des trois quarts de la population et des pauvres de la planète. La croissance des investissements a chuté, n'atteignant que 3,4% en 2015 contre 10% en moyenne en 2010, et elle s'est probablement encore contractée d'un demi-point de pourcentage l'an passé.

La mollesse de la croissance des investissements tient en partie à une correction des niveaux élevés d'avant la crise, mais est aussi due aux obstacles à la croissance auxquels se heurtent les marchés émergents et les économies en développement, notamment la baisse des prix pétroliers (pour les pays exportateurs de pétrole), le recul des investissements étrangers directs (pour les importateurs de produits de base) et, d'une façon plus générale, la charge de la dette privée et le risque politique.

Les économies en développement et les marchés émergents exportateurs de produits de base devraient croître au rythme de 2,3 % en 2017, après avoir connu une croissance presque nulle de 0,3 % l'an passé, à la faveur de la remontée progressive des prix des produits de base et de la reprise en Russie et au Brésil, sortis de récession.

En revanche, la croissance des économies en développement et des marchés émergents importateurs de produits de base devrait être de 5,6% cette année. Avec un taux de 6,5%, la Chine devrait continuer à connaître une décélération ordonnée de sa croissance. La mollesse des échanges internationaux, la faiblesse des investissements et l'atonie de la croissance de la productivité devraient toutefois tempérer les perspectives globales des marchés émergents et des économies en développement.

Parmi les économies avancées, la croissance devrait se redresser aux États-Unis pour s'établir à 2,2 %, sous l'effet du rebond de l'industrie manufacturière et des investissements après une année 2016 morose.

« Les États-Unis jouant un rôle énorme dans l'économie mondiale, tout changement de cap dans ce pays peut avoir des répercussions à l'échelle planétaire. Ainsi, une politique budgétaire plus expansionniste pourrait rapidement stimuler la croissance à l'intérieur et à l'extérieur du pays, mais une réorientation des politiques, notamment dans le domaine commercial, pourrait annuler les gains réalisés », affirme le Directeur du groupe Perspectives et économie du développement à la Banque mondiale, Ayhan Kose. « Le niveau élevé d'incertitude pesant sur les politiques publiques dans les grandes économies pourrait aussi avoir des impacts négatifs sur la croissance mondiale ».